

La vie des sociétés

Nouvelles constitutions

A.B.L.M. s.à r.l.

Siège social: 20, rue Hannelast,
L-9544 Wiltz

Capital social: 12.500 EUR
(100 parts)

Associés: 1) Marc Lafontaine,
gérant de société, demeurant
à B-4400 Flémalle, 85 parts,
2) Alain Bourgeois, gérant de
société, demeurant à B-4400
Flémalle, 15 parts

Objet: la pose et le montage de
stands de foire, d'exposition et
d'événements au niveau national
et international, ainsi que toutes
opérations commerciales, indus-
trielles, financières, mobilières
ou immobilières qui se rappor-
tent directement ou indirecte-
ment à l'objet social

Date de constitution: 18/08/2009

MGLtech s.à r.l.

Siège social: 48, rue des
Mouleurs, L-3583 Dudelange
Capital social: 12.400 EUR
(100 parts)

Associé: Yves Pierre, commer-
çant, demeurant à B-6750
Baranzy

Objet: l'achat, la vente, la loca-
tion, l'installation, la réparation
et la maintenance de matériel
informatique, électronique et de
télécommunication ainsi que de
systèmes d'alarmes et de vidéo-
surveillance; développer, com-
mercialiser, détenir et acquérir
des programmes informatiques;
réaliser de la création graphique
et d'autres projets multimédia,
ainsi que toutes autres opéra-
tions annexes et accessoires

Date de constitution: 08/10/2009

Koza s.à r.l.

Siège social: 2, rue du Com-
merce, L-3616 Kayl
Capital social: 12.500 EUR
(100 parts). Associées: 1) Mersija
Bakic, indépendante, demeurant
à L-4430 Belvaux, 24 parts,

2) Amina Dragulovcanin,
étudiante, demeurant à L-4430
Belvaux, 76 parts

Objet: la gestion d'un patrimoine
immobilier, ainsi que toutes les
opérations mobilières et immo-
bilières, financières et autres
se rapportant à l'objet social

Date de constitution: 12/10/2009

Andre Design s.à r.l.

Siège social: 32, rue Dicks,
L-4081 Esch-sur-Alzette
Capital social: 12.500 EUR
(100 parts)

Associé: Jorge De Almeida E
Castro, indépendant, demeurant
à L-4599 Differdange

Objet: l'achat et la vente de me-
ubles meublants avec l'achat et la
vente des articles de la branche

Date de constitution: 01/10/2009

C&F Immo s.à r.l.

Siège social: 2A, route de
Luxembourg, L-5752 Frisange
Capital social: 12.500 EUR
(100 parts)

Associés: 1) Arménio Dias
Ferreira, indépendant, demeu-
rant à L-8094 Bertrange, 66
parts,

2) José Martinho Da Silva
Carvalho, indépendant,
demeurant à L-4031 Esch-sur-
Alzette, 34 parts

Objet: l'achat, la vente, l'échange,
la promotion et la mise en va-
leur de tous biens immobiliers

Date de constitution: 23/09/2009

Carmignac Gestion

Croissance synchrone en 2010

Risques inflationnistes dans l'univers émergent / Attractivité confirmée des actions

PAR NADIA DI PILLO
(A PARIS)

La société Carmignac Gestion se montre confiante dans la reprise de la croissance économique. Une croissance mondiale qui «se resynchronise», selon la firme. Cette convergence économique entraîne toutefois des tensions inflationnistes dans l'univers émergent.

La reprise économique est bel et bien sur les rails, et elle est prête à durer en 2010, estime la société Carmignac Gestion. «On voit l'économie américaine qui repart avec des anticipations clairement positives pour 2010», a déclaré Frédéric Leroux, lors d'une présentation à Paris sur la stratégie 2010 de la société. La reprise aux Etats-Unis se confirme notamment grâce aux stocks des grossistes. «Depuis trois mois, on constate une variation positive des stocks après une grosse réduction durant la crise», a-t-il commenté. «Un autre facteur de soutien repose sur les destructions d'emplois qui se sont traduites par un gain de productivité pour les sociétés», a-t-il ajouté.

Dans le même temps, la croissance relativement vigoureuse des pays émergents se confirme. «On constate le redémarrage extrêmement fort du commerce international, et donc des échanges chinois avec notamment cette hausse des importations de 55 % sur un an qui inquiète un peu les Chinois et tend à les convertir à une politique monétaire un peu moins laxiste», a souligné Frédéric Leroux qui s'est dit confiant dans la capacité des autorités chinoises à gérer ces risques.

Un autre facteur d'optimisme pour la poursuite de la croissance réside dans le fait que les plans de relance qui ont été décidés en 2008 sont loin d'avoir été mis en oeuvre intégralement partout dans le monde. «Si certains pays les ont déjà consommés de façon importante comme la France, d'autres comme l'Allemagne, les Etats-Unis ou la Chine ont encore presque les deux tiers de leurs plans à dépenser et à mettre en oeuvre», a-t-il indiqué. Frédéric Leroux a rappelé qu'en cas de rechute, ces plans de relance seraient là «pour combler un peu ce manque de



Frédéric Leroux, directeur gestion des risques, a présenté la stratégie 2010 de Carmignac Gestion au Théâtre Mogador à Paris. (PHOTO: CARMIGNAC)

croissance et permettre une reprise qui dure un peu plus longtemps.

Tensions inflationnistes dans le monde émergent

Cette synchronisation à la hausse de la croissance mondiale pose toutefois la question des risques d'inflation. Pour répondre à cette question, Carmignac Gestion distingue différentes zones géographiques. Dans le cas de l'économie américaine, «la hausse de l'inflation sur les quatre derniers mois s'explique surtout par la hausse des coûts de l'énergie du fait d'un effet de base très favorable au pétrole». La société estime que l'inflation américaine pourrait avoir atteint son pic dans les mois qui viennent. Pour ce qui est de l'Europe, il n'y a pas de raison de craindre des tensions inflationnistes dans les trimestres à venir.

Dans les pays émergents, la situation est clairement différente. «Dans certains pays, la croissance s'accompagne d'une inflation à la hausse», observe l'expert. «En Chine, on vient de repasser en territoire positif, mais les anticipations nous incitent à penser que l'inflation pourra très vite avoisiner les 3 à 4 %. En Inde, on est déjà

à un niveau proche de 7 %». Cette tendance inflationniste s'observe également en Corée et en Australie, et devrait conduire à des politiques monétaires moins accommodantes «C'est déjà la cas en Australie qui a connu trois hausses consécutives depuis quatre mois et cela commence à être le cas en Chine qui met en place des politiques de mesures monétaires qui vont dans le sens d'une restriction».

Enfin, l'autre grande inquiétude concerne le processus de réduction de l'effet de levier. Aux Etats-Unis, cette réduction «est à l'oeuvre via un transfert de la dette du secteur privé vers le secteur public qui n'est pas sans conséquences», a indiqué Frédéric Leroux.

«Cet environnement va nous amener à regarder pays par pays, situation par situation. Les investissements seront réalisés en fonction des mérites propres de chacune de nos classes d'actifs et des zones géographiques», a-t-il ajouté.

Sur les marchés des taux, les emprunts d'Etats ne seront pas un thème moteur pour Carmignac Gestion en 2010. «La transformation économique telle qu'on l'observe aujourd'hui va peser sur les

Etats les plus fragiles. Par contre, les emprunts privés devraient continuer à surperformer comme ils l'ont fait déjà depuis un an», a indiqué Frédéric Leroux. Il avance deux raisons particulières pour expliquer l'attractivité des emprunts privés: «D'abord, nous croyons que la croissance qui s'est mise en place a encore les moyens pour durer, et ensuite, nous voyons que l'ensemble des entreprises qui ont eu recours au marché obligataire ces derniers mois ont assaini massivement leur bilan et donc réduit leurs risques face à une rechute potentielle de l'activité si elle devait arriver».

Sur le front des marchés actions, l'expert fait remarquer qu'une augmentation du chômage se traduit souvent par un rebond des profits des entreprises. «Dès qu'on a passé l'année de destructions d'emplois, l'année suivante est très positive pour les marchés actions, puisqu'à ce moment-là, les entreprises ont réduit leurs coûts et la simple reprise d'activité, même relativement ténue, a un effet de levier fort sur les résultats des entreprises».

Carmignac Gestion entend privilégier les entreprises liées à l'activité américaine ainsi que les entreprises des pays émergents qu'elle estime encore sous-valorisées par rapport à celles des pays développés et qui devraient poursuivre leur surperformance à long terme.

En termes d'exposition thématique de ses actions, la société a, par rapport au trimestre dernier, fortement réduit sa position sur les mines d'or, une bonne partie de ce poste ayant été remplacé par «un investissement visant à tirer parti d'une croissance relative des Etats-Unis». Les mines d'or ne composent plus que 4,3 % du portefeuille. Par ailleurs, l'exposition à l'univers émergent et aux matières premières reste extrêmement importante.

Cette gestion active et patrimoniale a permis l'année dernière au fonds phare du groupe, Carmignac Patrimoine, de poursuivre son appréciation. Celui-ci a progressé de 17,6 % en 2009. Le fonds affiche désormais un encours de 17 milliards d'euros. Un succès que la société compte bien réitérer en 2010.

Siemens verklagt Ex-Manager auf 20 Millionen Euro

Korruptionsskandal hatte den Konzern in seine bisher schwerste Krise gestürzt

München. Die beiden ehemaligen Siemens-Vorstände Heinz-Joachim Neubürger und Thomas Ganswindt könnten ihr Widerstand gegen Schadenersatzforderungen ihres früheren Arbeitgebers teuer zu stehen kommen. Wegen des milliardenschweren Schmiergeldskandals verlangt der Konzern von Neubürger 15 Millionen Euro und von Ganswindt 5 Millionen Euro Schadenersatz und damit jeweils ein Vielfaches der bisherigen Forderungen. Entsprechende Klagen seien am Montag vor dem

Landgericht München eingereicht worden, teilte Siemens mit. Zusammen sollen Neubürger und Ganswindt damit etwa ebenso viel zahlen, wie alle übrigen neun ehemaligen Vorstands- und Aufsichtsratsmitglieder, mit denen sich Siemens bereits geeinigt hatte. Bisher hatte Siemens von dem früheren Finanzvorstand Neubürger vier Millionen Euro und von dem ehemals für den Telekommunikationsbereich zuständigen Ganswindt eine Million Euro gefordert und bereits Klagen ange-

droht, weil sie nicht einlenken. Die Frist dafür lief am Montag aus. Gegen beide Ex-Vorstände laufen auch strafrechtliche Ermittlungen der Staatsanwaltschaft München. Der Korruptionsskandal hatte den Konzern in seine bisher schwerste Krise gestürzt. Neubürger war von 1998 bis 2006 Finanzvorstand bei Siemens, Ganswindt saß von 2004 bis 2006 im Vorstand des Unternehmens. Im früheren Bereich Telekommunikation hatte der Schmiergeld-Skandal seinen Anfang genommen. Mit den Schaden-

ersatzforderungen sollen die ehemaligen Manager zumindest einen symbolischen Ausgleich für den Milliarden-Schaden durch den Skandal leisten. Siemens wirft seiner früheren Führungsspitze vor, bei den Geschäften des Unternehmens nicht genau genug hingeschaut zu haben. Dadurch sollen sie das System aus schwarzen Kassen begünstigt haben, über das über Jahre hinweg rund 1,3 Milliarden Euro an Schmiergeld zur Erlangung von Aufträgen geflossen sein sollen. (dpa)